

Unité interdépartementale des deux Savoie
3, rue Paul GUITON
74000 Annecy

Annecy, le 29 novembre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18 octobre 2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PASTEUR BERNARD ET FILS S.A.R.L.

3 Rue des grands bois
74100 VETRAZ MONTHOUX

Références : 20221018-RAP-InspectionPasteurRecyclage
Code AIOT : 0010800296

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18 octobre 2022 dans l'établissement PASTEUR Recyclage et Fils implanté Zone d'activités de l'aérodrome au 3 rue des Grands Bois 74100 VETRAZ MONTHOUX. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suite à une inspection réalisée le 29 janvier 2018, le Préfet avait, par arrêté du 9 avril 2018 :

- mis en demeure l'exploitant, de respecter sous 15 jours, plusieurs dispositions réglementaires applicables à ses installations et notamment de dégager entièrement la partie non autorisée de son établissement des déchets qu'elle contenait et de remettre le terrain en parfait état de propreté,
- suspendu les activités de transit et regroupement de déchets de bois, de démolition et de déchets verts dans l'attente de la libération de la partie non autorisée de son site.

Précisons que l'inspection des installations classées avait constaté que le site était constitué de la partie autorisée par l'arrêté du 5 décembre 2005 précité et d'une extension d'environ 6 000 m², exploitée sans autorisation et sur laquelle aucune disposition n'avait été prise pour limiter les impacts sur l'environnement ni les risques d'accidents.

Lors d'une inspection réalisée le 17 octobre 2019, il avait été constaté que, contrairement aux dispositions de l'arrêté de mise en demeure du 9 avril 2018 :

- la partie de l'établissement exploitée de façon illicite n'avait pas été dégagée de ses déchets,
- les activités de transit et regroupement de déchets de bois, de déchets de démolition et de déchets verts se poursuivaient malgré la suspension dont elles faisaient l'objet,
- aucun plan des égouts à jour n'était disponible.

Compte tenu du non-respect des dispositions précitées de l'arrêté du 9 avril 2018, le préfet avait prescrit une amende administrative de 10 000 euros à la société Pasteur Recyclage par arrêté du 29 novembre 2018.

Enfin, par courrier du 11 mars 2019, la société Atradius, qui assurait la garantie financière de l'établissement à hauteur des 127 058 euros fixés par arrêté préfectoral du 11 décembre 2014, a informé le préfet que cette garantie ne serait pas renouvelée après le 30 juin 2019. Compte tenu de l'absence de réponse de l'exploitant, ce dernier a été mis en demeure par arrêt du 20 janvier 2020 de constituer la garantie financière.

La présente inspection visait à vérifier le traitement de chacune des non-conformités précitées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PASTEUR BERNARD ET FILS S.A.R.L.
- Zone d'activités de l'aérodrome 3 rue des Grands Bois 74100 VETRAZ MONTHOUX
- Code AIOT : 0010800296
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société PASTEUR a été autorisée par arrêté préfectoral du 5 décembre 2005 à exploiter sur un site d'une surface de 5 535 m², situé 3 rue des Grands Bois sur les communes de Vétraz-Monthoux et d'Annemasse, des activités de tri, transit, regroupement et traitement de déchets dangereux et non dangereux ainsi que de traitement de véhicules hors d'usage (VHU).

Compte tenu des évolutions de la nomenclature des installations classées ainsi que de l'activité de l'établissement, la liste des installations classées a été mise à jour par arrêté préfectoral du 4 décembre 2013. Par ailleurs, l'exploitant a suspendu l'exploitation de traitement des VHU. Enfin, le préfet a prescrit à l'exploitant la constitution de garanties financières pour une somme de 127 058 euros par arrêté du 11 décembre 2014.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Respect des dispositions de l'arrêté de mise en demeure du 9 avril 2018,
- Respect des dispositions de l'arrêté de mise en demeure du 20 janvier 2020.

2) Constats

2-1) Introduction - Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet : lettre préfectorale, mise en demeure, sanction, levée de saction, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats - Les fiches de constats en partie 2-4 fournissent les informations exhaustives pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
2	Emplacement des activités	AP de Mise en Demeure du 09/04/2018, article 1 point 2
4	Garanties financières	AP Complémentaire du 20/01/2020, article 1-item3

Les fiches de constats faisant pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Nature et volume des activités	AP de Mise en Demeure du 09/04/2018, article 1 point 1
3	Effluents liquides	AP de Mise en Demeure du 09/04/2018, article 1 point 3

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats – D'une façon générale, il convient de souligner une amélioration significative de la situation du site non autorisé. En particulier l'exploitant a engagé des mesures correctives en évacuant l'ensemble des déchets de bois et des déchets verts dont la présence avait été constatée dans l'emprise des terrains lors des précédentes inspections.

Par ailleurs, les volumes des activités exercées dans l'établissement respectent les seuils prévus par l'arrêté préfectoral d'autorisation.

En revanche :

- nous avons constaté la présence de bennes de déchets sur la partie non autorisée du site,
- aucun document attestant de la constitution de garanties financières n'a pu nous être présenté. Précisons que notre inspection étant inopinée, le responsable du site n'a pas pu nous répondre de façon précise à ce sujet et nous a indiqué qu'il était du ressort de la direction de l'entreprise.

Suite à l'inspection, l'exploitant s'est engagé à ne plus déposer de bennes de déchets sur la partie non autorisée de son site. Seuls y seraient déposés des bennes vides et des matériaux de démolition destinés au recyclage, sur une surface inférieure à 5000 m². Dans ces conditions et compte tenu des évacuations déjà réalisées, la partie du site non autorisée n'accueillerait plus d'activité relevant de la réglementation des installations classées.

Nous proposons, compte tenu des améliorations constatées, de ne pas engager pour le moment de procédure de sanction administrative. Toutefois, nous demandons à l'exploitant, sous un délai d'un mois :

- d'évacuer les bennes de déchets présentes sur le terrain situé à proximité de l'établissement et adresser des justificatifs attestant la réalisation de cette démarche,
- transmettre :
 - soit un document établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières, attestant de la constitution de garanties financières pour un montant de 132 173 euros,
 - soit une proposition de modification des conditions d'exploitation correspondant à un montant des garanties financières inférieur à 100 000 euros.

Précisons que nous pourrions être conduits à proposer des sanctions administratives :

- si nous constatons lors d'une prochaine inspection la présence de dépôts de déchets relevant de la réglementation des installations classées sur la partie du site non autorisée,
- en l'absence de document attestant la constitution de garantie financières ou de proposition précise et justifiée portant sur des modalités d'exploitation correspondant à un montant de garantie financières inférieur à 100 000 euros,

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Nature et volume des activités

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 9 avril 2018, article 1 - point 1		
Thème(s) : Situation administrative, Volume d'activité		
Prescription contrôlée : Respect des volumes d'activités autorisés, précisés à l'article 1.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 5 décembre 2005 modifié le 4 décembre 2013 :		
rubriques	désignations	Niveaux présents sur le site ou surface exploitée
2713-1	Installation de tri, transit et regroupement de déchets métalliques non dangereux.	Surface exploitée : 2500 m ²
2791-1	Installation de traitement de déchets non dangereux	Presses à balles et à métaux, la quantité susceptible d'être traitée : 187,5 tonnes/jour
2718-1	Tri, transit et regroupement de déchets dangereux	Quantité maximale de déchets dangereux susceptible d'être présente sur le site : batteries : 30 tonnes, DTQD : 10 tonnes
2712-1-b	Stockage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage	Surface exploitée : 850 m ²
2714-1	Tri, transit et regroupement de déchets non dangereux de bois, cartons, papiers, plastiques, caoutchouc, textiles	Volume maximal de déchets non dangereux susceptibles d'être entreposés de 3585 m ³ répartis comme suit : <ul style="list-style-type: none"> • bois : 1875 m³ • cartons : 875 m³ • plastiques : 600 m³ • pneus usagés : 35 m³ • papiers souillés en vrac : 200 m³
2716-1	Installation de tri, transit et regroupement de déchets non dangereux, non inertes	Volume maximal de déchets non dangereux en mélange susceptibles d'être entreposés de 1450 m ³ répartis comme suit : <ul style="list-style-type: none"> • déchets ménagers en mélange issus de la collecte sélective des ménages : 900 m³ • déchets verts : 250 m³ • déchets de démolition : 300 m³
2711	Installation de tri, transit et regroupement de déchets d'équipements électriques et électroniques	Quantité maximale de déchets entreposés sur le site : 150 m ³
2515-2	Broyage, concassage, criblage de mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux, inertes.	Puissance de l'installation : 50 kW
Constats : dans l'emprise du site autorisée, nous avons constaté l'exploitation des activités suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • récupération de déchets métalliques non dangereux relevant de la rubrique 2713. L'activité de tri est réalisée sous un hangar dédié. Par ailleurs, des déchets de métaux étaient également entreposés dans 6 bennes réparties sur le site. La surface totale de l'activité était de l'ordre de 680 m². 		

- transit et regroupement de papiers, cartons, bois et plastiques relevant de la rubrique 2714 comportant :
 - une cellule de déchets de bois. La quantité présente était de 300 m³
 - un local de cartons. Le volume entreposé était de 600 m³
 - trois bennes de déchets plastiques d'un volume total de 100 m³
- tri, transit, regroupement de déchets non dangereux en mélange issus de collectes sélectives relevant de la rubrique 2716 répartis sur deux cellules. Le volume total des déchets était de 300 m³.
- transit et regroupement de batteries relevant de la rubrique 2718 entreposées dans deux bennes de 10 m³ soit environ 30 tonnes de déchets.
- traitement du carton par une presse à balles de cartons visée par la rubrique 2791. L'exploitant a déclaré que cette installation avait eu une défaillance technique. Elle était donc à l'arrêt, dans l'attente d'une réparation.

Dans l'emprise du terrain situé à proximité de l'établissement sur lequel aucune installation classée n'est autorisée, nous avons constaté les activités suivantes :

- récupération de déchets métalliques non dangereux relevant de la rubrique 2713. Quatre bennes de déchets de bouteilles de gaz neutralisées et trois bennes de métaux de 30 m³ étaient présentes sur une surface totale d'environ 90 m². Précisons que s'agissant d'un même établissement, cette activité doit être considérée comme faisant partie de celle exercée dans la partie autorisée du site,
- transit de déchets non dangereux en mélange relevant de la rubrique 2716. Trois bennes de déchets de 35 m³ étaient présentes, soit un total de 105 m³. De la même façon, ce transit fait partie de l'activité de même nature exercée sur la partie autorisée du site.
- tri, transit de déchets inertes de démolition. Plusieurs tas occupant une surface totale d'environ 2 500 m² étaient présents. Toutefois, ce stockage ne relevait pas de la rubrique 2517 dont le seuil de classement sous le régime de la décharge est de 5 000 m².

D'une façon générale, nous avons constaté que l'ensemble des activités exercées sur les deux parties de l'établissement respectent les limites de l'arrêté d'autorisation du 5 décembre 2005 modifié.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Emplacement des activités

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 9 avril 2018, article 1 - point 2

Thème(s) : Risques accidentels, extension du site

Point de contrôle déjà contrôlé : oui

Prescription contrôlée : Respecter les dispositions prévues dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 5 décembre 2005 modifié le 4 décembre 2013, concernant l'emprise du site. Dans ce cadre, l'exploitant devait dégager la partie non autorisée de son établissement de tous les déchets qu'elle contient et remettre le terrain en parfait état de propreté.

Constats : Il a été relevé lors des précédentes inspections que la société Pasteur Recyclage avait étendu ses activités sur un terrain situé à proximité de son établissement sans avoir déposé de demande de régularisation ni pris les mesures permettant d'éviter voire réduire à un niveau acceptable les risques et les nuisances susceptibles d'être générés par ces activités.

Il est à noter que l'exploitant a évacué les déchets de bois et les déchets verts qui étaient entreposés sur le terrain non autorisé. Toutefois, il subsiste sur l'emprise de ce site des bennes de déchets de métaux et de déchets non dangereux en mélange issus de collectes sélectives. Selon l'exploitant, ces bennes sont en attente d'enlèvement pour être dirigées vers des filières dûment autorisées à les traiter.

A cet égard, par courriel du 26 octobre 2022, l'exploitant s'est engagé à ne plus exercer sur ce site annexe d'activités relevant de la législation des installations classées. En conséquence, l'exploitant doit sous un mois évacuer les bennes de déchets présentes dans la partie non autorisée de l'établissement et adresser les justificatifs attestant la réalisation de cette démarche.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 3 : Effluents liquides

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 9 avril 2018, article 1 - point 3
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux de collecte des eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : oui
Prescription contrôlée : Respecter le 2° alinéa de l'article 2.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 5 décembre 2005 et dans ce cadre, faire établir un plan du réseau d'égouts actualisé faisant apparaître les secteurs collectés, les regards, les points de branchements et les points de rejet. Le plan doit également permettre d'identifier les ouvrages de contrôle des rejets prévus par l'article 2.5.1 du même arrêté. Ce plan sera transmis à l'inspection des installations classées sous le même délai de 15 jours.
Constats : Lors de la visite d'inspection il a été constaté que le plan de recollement du réseau de collecte des eaux pluviales était affiché. Par ailleurs, une copie nous avait été préalablement adressée avant la visite. Ce qui précède permet de lever ce point de non-conformité.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Garanties financières

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20 janvier 2020, article 1 - item 3
Thème(s) : Situation administrative, Garanties financières
Point de contrôle déjà contrôlé : oui
Prescription contrôlée : Constituer des garanties financières pour un montant de 132 173 euros en transmettant au préfet un document établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières.
Constats : Lors de l'inspection, le responsable d'exploitation a signifié qu'il n'était pas informé de cette exigence réglementaire et n'était pas en mesure de répondre sur la constitution de garanties financières objet de l'arrêté de mise en demeure du 20 janvier 2020. En conséquence, l'exploitant devra, sous un mois : <ul style="list-style-type: none">• soit transmettre un document établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières, attestant de la constitution de garanties financière à hauteur de 132 173 euros,• soit proposer des modalités d'exploitation du site correspondant à un montant de garanties financières inférieur à 100 000 euros.
Type de suites proposées : Susceptible de suites